

## Déclaration de Franz Fischler à l'issue du Conseil agricole (Luxembourg, 26 juin 2003)

**Légende:** Le 26 juin 2003, à l'issue du Conseil "Agriculture et pêche" à Luxembourg, Franz Fischler, membre de la Commission européenne chargé de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, se félicite du compromis obtenu sur la réforme de la politique agricole commune (PAC).

**Source:** RAPID. The Press and Communication Service of the European Commission. [EN LIGNE]. [Bruxelles]: Commission européenne, [04.07.2005]. SPEECH/03/326. Disponible sur <http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/03/326&format=HTML&aged=1&language=EN&guiLanguage=en>.

**Copyright:** (c) Union européenne, 1995-2012

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/declaration\\_de\\_franz\\_fischler\\_a\\_l\\_issue\\_du\\_conseil\\_agricole\\_luxembourg\\_26\\_juin\\_2003-fr-0c43fe03-4c98-47e0-a551-5a3e80d91c91.html](http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_franz_fischler_a_l_issue_du_conseil_agricole_luxembourg_26_juin_2003-fr-0c43fe03-4c98-47e0-a551-5a3e80d91c91.html)

**Date de dernière mise à jour:** 06/09/2012

**M. Franz Fischler, Membre de la Commission européenne chargé de l'agriculture, du développement rural et de la pêche «La nouvelle politique agricole réformée» -  
Conférence de presse finale faisant suite à la décision du Conseil agricole (Luxembourg,  
26 juin 2003)**

Mesdames et Messieurs,

La réforme agricole a été adoptée!

Ce jour marque le début d'une ère nouvelle. La politique agricole européenne va se modifier en profondeur. Nos produits seront désormais plus compétitifs, et notre politique agricole plus verte, plus favorable aux échanges commerciaux et plus axée sur les besoins des consommateurs.

Les agriculteurs bénéficieront de revenus plus stables, d'une liberté accrue de produire en fonction de la demande du marché et d'un système de subventions beaucoup plus justifiable aux yeux de la collectivité.

Pour les consommateurs et les contribuables, cela signifiera une meilleure utilisation des ressources, une plus grande transparence, un renforcement de la qualité ainsi que de la protection de l'environnement et des animaux.

Cette réforme envoie également un signal clair au reste du monde: nous tournons aujourd'hui largement le dos à un vieux système de subventions générateur de distorsions commerciales. La nouvelle politique agricole est favorable aux échanges, notamment dans ses répercussions pour les pays en développement.

Cela nous permettra de nous montrer plus offensifs dans le cadre des négociations de l'OMC à Cancún en septembre. Mais que personne ne se leurre: nous n'entamerons à l'OMC le capital de négociation supplémentaire que nous procure la réforme que si nous obtenons des contreparties. Il ne saurait être question d'un désarmement unilatéral.

L'UE a fait ce qu'elle avait à faire. Il appartient maintenant à nos partenaires de prendre des initiatives; cela vaut notamment pour nos amis américains, qui, contrairement à nous, ont réintroduit au cours des dernières années leur vieux système de subventions génératrices de distorsions commerciales et accru considérablement leurs aides à l'agriculture; nous ne pouvons accepter cette contradiction entre les déclarations et les actes.

Mesdames et Messieurs,

chacun sait que pour la Commission et tous les États membres, cette réforme constitue un compromis, mais un compromis acceptable. C'est une réforme qui mérite bien son nom, pour différentes raisons:

Nous avons pris un tournant, le train rapide de l'agriculture est désormais sur les rails de la durabilité.

Comme je m'y attendais, l'accouchement de cette réforme s'est fait dans la douleur. En effet, réformer la politique agricole n'est pas une tâche facile.

Certes, la Commission a lâché du lest par rapport à son projet global de réforme. Mais quiconque connaît l'UE sait bien que cela n'est pas seulement normal, c'est aussi nécessaire pour trouver des solutions acceptables par tous.

Nous avons décidé de verser la plus grande partie des subventions agricoles directement aux agriculteurs, indépendamment de la production.

La règle générale sera que de nombreux États membres découplent immédiatement à compter de 2005 leurs primes aux céréales ou leurs primes animales; l'exception sera qu'un État membre continue à verser certaines

subventions au titre de l'ancien système. Il devra toutefois assumer le déroulement considérablement plus bureaucratique des procédures.

Je suis du reste convaincu que ce système de primes uniques par exploitation finira très vite par s'imposer, et même au-delà des taux minimaux fixés aujourd'hui, ce qui constitue un énorme succès si l'on songe à l'état de la discussion il y a seulement quelques mois.

Non seulement cela permettra aux agriculteurs de s'y retrouver financièrement, comme l'a démontré l'OCDE, mais ils ne se détermineront plus en fonction des subventions ou ne seront plus contraints à la surproduction.

Pour ce qui est de notre position à l'OMC, cela signifie que nous allons être en mesure de réduire considérablement nos mesures génératrices de distorsions commerciales, ce qui accroîtra notre marge de manœuvre à Cancún.

Les crédits affectés aux programmes en faveur de l'environnement, du bien-être animal, de la qualité et des jeunes agriculteurs seront sensiblement renforcés, et plus de 1,2 milliard d'euros supplémentaires sera dégagé en faveur de la nouvelle politique de développement rural.

Les aides seront désormais subordonnées au respect de normes clairement définies en matière d'environnement, de bien-être animal et de sûreté alimentaire, ce qui permettra de réduire les paiements directs pour sanctionner les pollueurs ou les responsables de brutalités envers les animaux.

En ce qui concerne les réformes de marché, nous avons également trouvé un compromis acceptable pour tous. Nous avons obtenu une diminution supplémentaire du prix d'intervention dans le secteur où cela est le plus nécessaire, à savoir celui du beurre, mais pas dans celui des céréales; par contre, les augmentations dites mensuelles seront divisées par deux.

L'évolution du marché montrera si nous avons vu juste.

Globalement je considère qu'il valait la peine de lutter pour faire adopter cette réforme. Les derniers jours et les dernières semaines ont également montré l'importance d'une Commission indépendante, ayant une vision européenne et qui ne craint pas d'avancer des propositions courageuses et parfois impopulaires pour faire progresser l'Europe.

C'est précisément ce à quoi nous sommes parvenus, et nos agriculteurs et une agriculture européenne durable sont aujourd'hui les plus grands gagnants dans cette affaire.

Je vous remercie de votre attention.